

D 289 BRESIL: Arrestation de paysans à Itaguaru

Le 1er février 1976, l'évêque de Goiás (Etat de Goiás) faisait lire dans toutes les églises et chapelles du diocèse une note de protestation contre l'arrestation, le 23 janvier, de six paysans du village d'Itaguaru. Relâchés peu après, ils étaient accusés d'avoir abusé de la bonne foi du commissaire de police sur une question complexe de lieu de résidence. Il semble que cette mesure serait plutôt une façon de faire pression sur un syndicalisme rural indépendant. Ci-dessous, texte de la note de l'évêque.

(Note DIAL)

MESSAGE AUX FRERES DE L'EGLISE D'ITAGUARU

Frères,

Le 23 de ce mois, notre communauté d'Itaguaru a été troublée par l'arrestation de six cultivateurs qui sont pères de famille et membres des Groupes de l'évangile.

En rendant visite, le lendemain, à chacun des foyers, j'ai pu mesurer la douleur de certains membres de leurs familles, évidemment affectés et inquiets du fait que c'était la première fois de leur vie qu'ils avaient maille à partir avec la police. De plus, ce sont des gens qui, bien que pauvres et vivant tous de petites cultures de subsistance en métayage, sont cependant d'une honnêteté et d'une probité à toute épreuve.

L'arrestation de nos frères aurait pour motif de prétendues irrégularités concernant le domicile porté sur leur carte d'identité, et cela au moment précis où ils se sont inscrits sur une liste électorale du syndicat des travailleurs de l'agriculture. Nous sommes curieux de savoir exactement qui a imaginé l'arrestation de ces cultivateurs. Nous sommes curieux de savoir aussi quel est le motif réel de leur arrestation.

Pour commencer, nous pourrions poser la question: Est-ce que les autorités d'Itaguaru cherchent à punir ces pères de famille pour une simple question de limites avec la municipalité d'Uruana? Dans ce cas, les vrais coupables ne seraient-ils pas lesdites autorités qui, depuis des années, acceptent comme relevant de la juridiction d'Itaguaru les gens qui habitent à deux ou trois kilomètres de la ville, mais qui appartiennent à la municipalité d'Uruana? Il ne semble pas que ce soit là le vrai motif de l'arrestation.

Ne serait-ce pas par hasard une question de querelle interne du syndicat? On sait que ni le président du syndicat ni celui de la fédération n'ont bougé le petit doigt pour venir en aide à leurs camarades arrêtés. Serait-ce alors que le président de la Fédération des travailleurs de l'agriculture se sert de la police pour faire opposition à certaine liste électorale de camarades du syndicat?

Si c'était le cas, si c'était la raison de l'arrestation de ces honorables chefs de famille, il faudrait d'une manière ou l'autre dénoncer la répression à l'intérieur du syndicalisme car elle est totalement contraire aux intérêts de la classe des travailleurs et elle porte gravement atteinte à la législation syndicale. La loi n'a pas été faite pour poursuivre et intimider les cultivateurs, mais pour les soutenir et les rendre respectables.

Mais il y a un autre soupçon, une autre question. Tous les gens arrêtés font partie de Groupes de l'évangile. Ce sont des personnes adultes et conscientes qui ont librement et sérieusement choisi un engagement chrétien dans la nouvelle perspective de notre Eglise catholique. Est-ce qu'alors des gens d'ici qui se disent catholiques ne chercheraient pas à éliminer ceux qui s'engagent du côté de l'évangile? Y aurait-il une persécution religieuse organisée à Itaguaru, visant les plus faibles et les plus pauvres, ceux qui ont choisi le Christ-Jésus comme source de vie et de libération pour tous les hommes? Est-il possible qu'il y ait parmi nous de faux frères qui continuent, sous le nom de chrétiens, à adorer et à défendre le veau d'or de l'argent et du pouvoir?

D'après ce qu'on sait des racontars et des manoeuvres, c'est bien possible que notre ville soit le théâtre d'une telle opération.

Aussi, comme évêque, c'est mon devoir de dire clairement deux choses:

1) Si l'on pense que ces chrétiens se trompent et font du mal à la société, qu'ils méritent d'être punis, ce n'est pas à eux qu'il faut s'en prendre mais à l'évêque, car c'est lui le responsable de cette Eglise et c'est lui qui approuve et appuie le travail des Groupes de l'évangile.

2) Si l'on veut punir les membres de cette Eglise, qu'on le fasse ouvertement, sans faux-fuyants, sans camoufler la main qui jette la pierre, en appliquant les droits de l'accusation par l'ouverture d'un procès et en respectant aussi les droits de la défense dans ce procès. Sans se servir lâchement de la calomnie pour faire pression et intimider.

Après avoir, une journée entière, rendu visite aux familles dans la peine, je peux dire avec joie et espérance que je n'ai pas trouvé une communauté dans l'abattement. Au contraire, j'ai vu des hommes et des femmes résolus pour la plupart et renforcés dans leur évidente conviction qu'ils sont au service de leurs frères et, pour cette raison, témoins dans leur chair de la prophétie et des recommandations de Jésus: "Vous devez faire attention, car vous serez arrêtés et traduits devant les tribunaux; on vous battra à coups de fouet. A cause de moi vous serez conduits devant les gouverneurs et les rois, et vous leur parlerez

de l'Évangile. Quand on vous arrêtera et qu'on vous livrera aux autorités, n'ayez pas peur de ce que vous aurez à dire. Le moment venu, dites ce que Dieu vous inspirera de dire. Ce que vous direz ne viendra pas de vous mais de l'Esprit-saint." (Marc 13,9-12).

Aux dires de certains, ces arrestations n'ont pas été de l'eau jetée sur le feu, mais de l'engrais au pied de la plante.

C'est pourquoi, frères, nous les chrétiens et l'évêque de l'église de Goiás nous sommes solidaires et en communion avec vous dans cette marche, avec ses conséquences bonnes ou mauvaises. Soyez certains que la solidarité et la communion dépassent les limites du diocèse de Goiás.

Vous qui avez été jugés dignes de souffrir à cause de l'Évangile, unissez-vous avec nous tous dans la même louange au Seigneur qui nous a, par la croix, ouvert la route de la libération et de la résurrection.

Itaguaru, le 24 janvier 1976

Dom Tomás Balduino
évêque de Goiás

NB: J'ordonne que ce message soit lu au cours de toutes les célébrations de dimanche prochain, 1er février, dans l'ensemble du diocèse de Goiás.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 140 F - Etranger 160 F
(avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE

Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris
Commission paritaire de presse: n° 56249